

LA DIPLOMATIE
ET
L'OPINION PUBLIQUE

DANS

LA QUESTION POLONAISE



PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS.

—
1863



LIBRAIRIE

DE LA
BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

DE LA VILLE DE PARIS

1874

DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

DE LA VILLE DE PARIS

LA DIPLÔMATIE

LE GÉNÉRAL DE LA

LE GÉNÉRAL DE LA

LA DIPLOMATIE

ET

L'OPINION PUBLIQUE

DANS

LA QUESTION POLONAISE



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS.

1863

Tous droits réservés

Stefan Wolpert



122618



LA DIPLOMATIE

ET

L'OPINION PUBLIQUE

DANS LA QUESTION POLONAISE



La question polonaise, question internationale de premier ordre pour l'Europe, d'une grande importance pour la France, subit une phase transitoire au moment même où l'insurrection s'étend sur tout le territoire du royaume des Jagellons. Après les acclamations enthousiastes, après les discussions politiques traitées souvent d'un point de vue très-élevé, sont venus les débats sur les incidents minutieux des manœuvres diplomatiques. Ceux-ci furent accompagnés des soupirs de ces pessimistes de l'ancienne diplomatie, qui sont habitués à porter le découragement partout où se manifeste un effort généreux, une entreprise héroïque. C'est d'abord lord Palmerston qui les a provoqués, car en s'adjugeant le droit de s'occuper de la question polonaise, il en a décliné toute l'obligation. L'Autriche, sensible à ses paroles, après avoir toléré largement le patriotisme polonais, lasse des applaudissements que lui attirait cette conduite, la change subitement. Elle prêche les paysans de la Galicie d'après l'ancien système, admet dans ses villes des agents russes, remplit ses prisons pour ne pas anéantir la carrière de la partie la plus active de son ancienne administration, qui se voua à l'état de geôliers. Le cabinet de Berlin, consterné d'abord par l'attitude de la diplomatie, revint de sa consternation et se sentit assez fort pour exécuter sa convention avec la Russie tout en niant son existence. Enfin, la diplomatie elle-même, jalouse de la sympathie générale qu'inspire la question polonaise, l'a prise sous sa protection. Elle l'arrache, en se l'appropriant, à l'étreinte chaleureuse et athlétique des peuples, et la serre dans ses bras pour lui faire sentir de temps en temps la glace de son cœur.

Telles sont les évolutions par lesquelles a passé jusqu'à présent la question polonaise. Certes, dans cette étrange position, il ne lui reste rien à faire que de se recueillir pour ne pas perdre toutes chances de

succès. Au reste, ce n'est pas une position sans espoir pour elle. Elle pressent la marche ascendante de la civilisation, et, loin de se glacer dans les bras de la diplomatie, elle espère la réchauffer de son feu, la régénérer, et lui faire retrouver le fil traditionnel de son ancienne routine, brisé par l'inique méfait du dix-huitième siècle. Ce n'est pas l'attitude actuelle de la diplomatie, si douce et si pacifique envers la barbarie, qui impose et fait espérer, c'est plutôt le mobile qui l'a poussée à agir en faveur de la Pologne, et qui nous révèle une autre puissance appelée à assister et à soutenir la diplomatie : l'*Opinion publique*. La situation des choses se dessine donc nettement dans ce sens : L'opinion publique et la diplomatie sont les deux puissances du jour appelées à prononcer sur le sort de la Pologne et sur l'avenir de la civilisation.

La solution du problème dépend de l'attitude que prendront les deux puissances en face de la question polonaise et en face d'elles-mêmes. Il faut d'abord que l'opinion publique soit suffisamment éclairée pour décourager les assertions mensongères qui cherchent à introduire la confusion, et repousser les combinaisons illusoires qui en seraient les conséquences. Il faut que la diplomatie qui, en expiation de son ancienne indifférence, paraît s'être imposé la tâche difficile de relever la Pologne, se sentant soutenue par cette opinion éclairée, la reconnaisse pour ce qu'elle doit être, c'est-à-dire pour sa raison d'État. Alors seulement leur action commune imposera, par une force irrésistible, à toutes les violences, et ce qui est plus, par une prévoyance active, à toutes les ruses, à toutes les subtilités des ennemis de la Pologne.

I

Quant au premier point, on doit constater que le public occidental, sans avoir atteint une parfaite connaissance de la question polonaise, est cependant en pleine voie de progrès. Le public de l'Occident a été jusqu'à présent indifférent ou au moins peu attentif aux débats qui se sont établis sur la distinction de race entre les habitants de l'empire de Russie et ceux de la Pologne, sur les frontières que la nature, l'histoire et le droit des gens ont marquées d'une manière fixe entre les uns et les autres, enfin sur la tendance vraie et invariable qui dirige irrésistiblement le cabinet de Saint-Pétersbourg. Depuis l'insurrection de 1863, ce même public découvre ces distinctions et entrevoit la tendance menaçante du Nord. Le débordement sauvage du gouvernement russe, qui dépasse tout ce que nous présentent dans le passé les siècles des ténèbres, est le trait de lumière qui définit la nature de la question. Mais cette lumière et la vérité qu'elle dénonce disparaîtront au milieu du courant des événements, comme disparaissent les éclairs et les objets

cachés qu'ils dévoilent au milieu des ténèbres de la tempête. Pour les soustraire à l'oubli il faut les graver dans la mémoire des hommes par une appréciation spontanée comme leur apparition. Pour qu'elles deviennent un enseignement des faits et des événements, il faut en faire une étude consciencieuse et approfondie. L'opinion, fixée sur ce sujet, a déjà réagi jusque sur la diplomatie elle-même. Un des hommes d'État les plus éminents, le moins accessible à l'influence populaire, lord Palmerston, tout en renfermant ses paroles dans la mesure d'une stricte convenance, tout en témoignant n'avoir rien reçu d'officiel sur les sauvageries des troupes russes et de leurs généraux tels que Mourawieff, avoue cependant qu'il les admet comme possibles, sinon comme avenues. C'est donc le principe de la barbarie attaquant la civilisation. En face de cette évidence proclamée par les faits, les discussions officielles en France, relevant la générosité du caractère de l'empereur Alexandre II, mettant ainsi la personne du souverain en dehors des carnages dévergondés qui s'accomplissent d'après ses propres ordres et ceux de sa haute administration, n'ont fait que les graver par une empreinte plus profonde et plus menaçante dans notre esprit. Elles ont attaché toute la responsabilité à l'irréformable système de l'Empire de toutes les Russies, et ont constaté son impuissance à modifier son tempérament asiatique par le contact de la civilisation.

Cette vérité commence à être constatée avec bien plus de netteté et d'énergie dans certaines feuilles périodiques de différentes nuances, dans des publications et des études qui ont discuté la question polonaise sous différents aspects. Ces discussions, appuyées sur un examen consciencieux, sont une réponse explicite et victorieuse à l'insouciant manière avec laquelle certains hommes d'État et certains publicistes l'ont souvent traitée. L'ancienne négligence des écrivains du dix-huitième siècle, amis de la Pologne et des Polonais eux-mêmes, de ne pas chercher à rétablir la vérité des faits, fut la cause principale des erreurs et des préjugés qui se propagèrent à cette époque. La politique de leurs ennemis et de leurs spoliateurs, par son activité et sa perfidie habituelle, a cherché et cherche encore à les enraciner dans l'opinion, au moyen de l'habile dévouement de ses propres organes et des erreurs des autres. Les écrivains français de 1863, amis de la Pologne, surpassent leurs prédécesseurs, même ceux de 1831 ; car, tout en ne leur cédant rien pour le talent et la sympathie, ils établissent leur supériorité par la connaissance de la cause qu'ils défendent.

Nous ne pouvons citer ici toutes les paroles prononcées en public, nous ne pouvons énumérer toutes les publications justifiant cette impression. Elles ont eu un retentissement général, tant par l'intelligence et l'éloquence des écrivains et orateurs, que par leur renommée. Nous nous réservons seulement d'arrêter l'attention du lecteur sur quelques livres qui semblent avoir pour but de lutter contre la mauvaise foi, mais surtout contre les erreurs qui la voilent et contre l'ignorance qui l'appuie. Nous commençons par M. le marquis de Noailles. Dans son livre, intitulé : *la Pologne et ses frontières*, M. de Noailles jette quelques

notions ethnographiques et géographiques sur la race slave, sur la nationalité polonaise, sur le terrain au milieu duquel elle se forma et se développa. Toute cette étude révèle chez l'auteur une remarquable connaissance du sujet, et fournit ainsi aux qualités si françaises de lucidité et de précision qu'il possède, un élément essentiel pour l'utilité de son travail, c'est-à-dire le sceau de la vérité. Il y trouve le moyen de répondre à quelques assertions de M. le vicomte de la Guéronnière, contenues dans son discours au Sénat. M. de la Guéronnière qui, durant sa carrière, a eu probablement d'autres préoccupations que la question polonaise, n'aperçoit d'autre trace de la Pologne que le *Duché de Varsovie*, qui n'était qu'une petite fraction de la Pologne, un incident dans les vicissitudes de son démembrement. En prenant cette fraction pour la totalité et l'incident pour l'avènement d'un petit État tout nouveau, l'orateur traite les anciennes frontières de la Pologne, *officiellement reconnues par les spoliateurs eux-mêmes, quelques années avant la spoliation*, comme des fantômes, et ne voit ainsi dans son existence passée, si éloquente pour l'Europe du Nord, qu'un rêve politique, historique et ethnographique de l'humanité, une vision géographique. Une phrase gracieusement contournée et pleine de rêveries sur la mobilité des frontières polonaises, sert d'encadrement à cette mystification stupéfiante. Heureusement que celle-ci inspira à M. de Noailles un des épisodes les plus intéressants de son livre.

A côté de ces études et de ces éloquents discussions, paraissent déjà des travaux d'une autre nature, destinés à éclairer la question polonaise dans le passé et dans le présent. Étrangers à la politique courante, ils n'ont d'autre mobile que la science et d'autre aspiration que la recherche de la vérité. Ils deviennent ainsi, avec le temps, la source calme et transparente où non-seulement la science, mais la politique elle-même, puise ses lumières. C'est en se mêlant à ces sortes de travaux, avec cette inquiète et minutieuse activité, avec cette finesse d'intrigue et d'insinuation consommée, attributs de Satan, c'est en introduisant ainsi la confusion par ses agents ou adhérents, que la diplomatie moscovite est parvenue à représenter l'Empire de toutes les Russies sous une face trompeuse, dans le passé et dans le présent. C'est ainsi qu'elle est parvenue à le faire admettre dans l'association européenne sous une physionomie d'emprunt, et à rendre complice de ses mensonges historiques l'enseignement public de l'Europe. Heureusement que cet édifice scientifique, aux bases artificielles, élevé avec l'assistance de persifleurs du siècle passé, maintenu jusqu'aujourd'hui par la séduction, la ruse, l'insouciance et la duperie, s'ébranle jusque dans ses fondements au premier coup de pioche d'un savant consciencieux, à la première taille vigoureuse d'un esprit perspicace et clairvoyant.

M. Auguste Visquenel vient de publier, il y a quelques mois, sous les auspices du ministère de l'instruction publique, un ouvrage important pour l'histoire, l'ethnographie et la statistique des peuples du Nord et de l'Est, intitulé : *Voyage en Turquie, Description physique et apologétique*

de la Thrace. L'appendice de cet ouvrage, intitulé : *La Nationalité slave et moscovite*, est une exposition historique de tous les éléments de la société humaine peuplant ces contrées depuis un temps immémorial. Les ténèbres et la confusion se dissipent sous la lumineuse inspection de l'érudit. Tous ces groupes de populations dont on ne distinguait plus la différence de race, la diversité d'aptitudes et d'aspirations, que l'on sous-entendait sous ce nom si nouveau, si tard venu en Europe, d'*Empire de toutes les Russies*, apparaissent, dans l'ouvrage de M. Visquenel, sous leur véritable jour, dans toutes les phases de leur existence. Elles se présentent d'abord sous l'expression de ces traits primitifs que leur imprima la nature de leur origine, puis elles défilent au milieu des siècles et apparaissent enfin dans les temps présents, reformées par les luttes qu'elles ont supportées, modifiées par les vicissitudes qu'elles ont subies, mais conservant toujours leur nature essentielle et le sceau caractéristique de leurs anciennes physionomies. Si l'on tient à constater la vérité de l'exposition, on n'a qu'à parcourir l'Appendice de ce vaste ouvrage. Les assertions mises en avant sont appuyées sur des preuves qui entraînent les convictions. Non-seulement l'auteur embrasse dans son examen les mouvements antiques, mais descendant dans cette mine profonde, il marque les traces de tous ceux qui le précédèrent, et étudie ainsi toutes les investigations qui ont creusé avant lui le sillon des recherches et des découvertes au milieu de ce chaos des peuples. Par ce contact avec tous les écrivains slaves et étrangers, anciens et modernes, il retrouve la vérité et constate la fidélité de son exposition par les aveux involontaires des savants moscovites les moins sympathiques à la Pologne.

Toutes ces publications ont éclairé la question polonaise et l'ont présentée sous son véritable jour; elles ont de plus, malgré quelques erreurs insignifiantes, révélé son importance européenne. En présence d'une appréciation aussi évidente, il n'est plus permis aux hommes d'État de la reléguer sans examen dans le vague d'une chimère, et pour s'en débarrasser, de la déclarer *insaisissable*. La diplomatie peut trouver quelques moyens pratiques pour l'appliquer à l'état actuel des choses et à l'avantage de la civilisation, dans une brochure publiée il y a deux mois, et intitulée : *Napoléon III et la Pologne*. Il existe cependant des publicistes qui essaient de la replonger dans cette région vague d'où l'a retirée le bon sens public. Ils répètent les assertions les plus suspectes de ses ennemis et dénaturent sa physionomie politique par les comparaisons les plus extravagantes. Telle est l'impression qu'a produite sur nous la brochure de M. Émile de Girardin, *l'Apaisement de la Pologne*. Elle nous rappelle ces anciens libelles des écrivains du dix-huitième siècle, qui crurent le mieux servir la liberté en flattant et en encourageant ses bourreaux les plus implacables, les despotes du Nord, les meurtriers de la Pologne. Leur libéralisme, destiné à balayer au nom de la liberté, et non à édifier, ne comprenait pas le sentiment de la patrie, l'élément le plus vital de la régénération. Entraîné par son instinct destructif, il ne savait pas que la destruction de ce puissant intermé-

diaire entre l'individu et l'humanité, tuerait la liberté elle-même. Il ne peut pas y avoir de liberté pour l'individu sans l'indépendance de la patrie. Adversaire du principe des nationalités, M. de Girardin incline vers ce libéralisme cosmopolite qui retranche la patrie pour faciliter l'union du genre humain. Avec ces dispositions, il aurait pu se taire en face de l'attitude que prenait la cause polonaise; mais il aime avant tout à se poser en maître à chaque débat que le courant des événements rend intéressant pour le public. Il veut lui trouver instantanément une solution radicale. C'est là le vrai mobile de sa brochure. Dédaigneux pour la Pologne, qui ne représente, selon lui, d'autre intérêt qu'un petit fanatisme patriotique, il se soucie fort peu de poser la question comme une étude sérieuse, avant de la discuter. Se fiant au tranchant de sa logique, il la juge et en prononce la solution sans l'avoir suffisamment connue.

Pour apprécier les résultats produits par ce procédé, il suffit de jeter un coup d'œil sur les articles de M. Odysse Barrot, publiés dans *la Presse*. Ils contiennent l'analyse apologétique de la brochure. C'est avec des accusations superficielles, avec des citations faussement présentées, avec des interrogations d'une rare simplicité et des exclamations triomphales, qu'il cherche à amener la solution pacifique de la question polonaise, dans le numéro du 10 juin. Nous y répondrons successivement.

1) « Pourquoi la Pologne, s'écrie M. Barrot, ne s'assimilerait-elle pas à la Russie, comme la Lorraine à la France? »

Nous abandonnerons l'appréciation de cette comparaison de la Russie à la France au jugement du pays; mais nous signalerons à l'attention du lecteur cette autre comparaison *extravagante*, qui réduit, pour le besoin particulier de la logique de M. de Girardin, la grande patrie des Batory, des Sobieski, un puissant État respecté en Europe, aux proportions d'une province franco-allemande. Nous réclamerons aussi contre le monstrueux procédé appliqué à cette grande patrie, dans la brochure et dans son analyse. En constatant le crime de spoliation accompli au dix-huitième siècle, et celui de destruction poursuivi à outrance en pleine civilisation, on reporte le tribunal de l'opinion chargé de les juger, jusqu'au moyen âge, et on le fait siéger dans les siècles de l'enfantement sanglant des nationalités, où l'on pressentait à peine le mot de *patrie*. Mais pour que la Pologne s'assimile avec la Russie, il faudrait d'abord qu'elle perdît tout souvenir de sa gloire, tout sentiment de sa dignité, et qu'elle se laissât absorber par la barbarie qu'elle sut arrêter victorieusement dans ses débordements, pendant plusieurs siècles. Si cela se pouvait faire, il n'y aurait plus de question polonaise.

2) « Pourquoi la Pologne ne s'assimilerait-elle pas à la Russie, comme l'ont fait la Lithuanie et la Ruthénie à la Pologne? »

Parce que la Lithuanie, la Ruthénie et la Pologne, dans l'immense

partie de leur territoire commun, se composaient du même contingent de race ; malgré les guerres passagères (1) entre elles, elles manifestèrent les mêmes aspirations vers le perfectionnement social, et leur union s'opéra sans aucune intervention de force brutale. Elles s'unirent même sous la pression d'un mobile plus élevé, sous les auspices d'une plus haute destinée, ceux de couvrir l'Europe contre l'invasion des trois barbaries qui s'appelaient alors, Tartares, Osmanlis et Moscovites. Il n'en reste aujourd'hui que la plus dangereuse, la dernière. Poursuivant ses interrogations, l'apologiste de M. de Girardin interprète fausement la citation de Nestor. Nulle part le vieux chroniqueur du Dniéper n'assimile les Moscovites aux Slaves ; il les appelle de divers noms : Tchud, Mova, Mouroma. L'État moscovite n'existait même pas de son temps.

3) En dernier lieu, M. Barrot demande avec instance pourquoi les membres des illustres familles de la Luthuanie et de la Ruthénie, tels que les Mickiewicz, les Sobieski, les Radziwill, les Sapieha, les Czartozski, les Potocki, qui sont des Polonais si patriotes, ne pourraient pas devenir d'excellents Russes ? C'est que la Pologne n'a écrasé ni les Lithuaniens ni les Ruthéniens, elle les a embrasés de son souffle civilisateur puisé dans les lumières chrétiennes, dans les tendances et les aspirations de l'Occident. Son rôle fut compris dans ce sens par les grands représentants du progrès, tels que Henri IV, Sully, Élisabeth d'Angleterre, Richelieu, Colbert, Louis XIV. Ce rôle lui est reconnu dans les archives de la France et se reflète dans l'œuvre de l'illustre historien, M. Henri Martin, qui seul en partant, dans son *Histoire de France*, du point de vue le plus élevé, de cet infini qui plane sur l'humanité, a su retracer avec un talent supérieur, avec une science profonde et avec une lucidité merveilleuse, la formation et le développement de la grande nationalité française.

M. de Girardin et son apologiste cherchent à plonger l'existence de la Pologne dans ce vague qui la rendait insaisissable à certains hommes d'État, et qui fit d'elle un rêve désagréable pour certains souverains. C'est encore la mobilité des frontières qu'on lui reproche, et la discussion à ce sujet est digne d'attention. M. Barrot a l'air d'énumérer année par année les changements de ses frontières, demandant chaque fois où sont les véritables. Toutes ces dates sont des malices en pure perte et n'ont aucune signification sérieuse. Celle de 1686, représente le traité avec la Moscovie et ne diffère en rien de celle de 1772, sauf Kief (2). Enfin l'apologiste de M. de Girardin recule avec lui à 862,

(1) Les guerres avec la Ruthénie étaient des guerres contre la domination des Varègues russes et non contre les habitants.

(2) En 1686, Kief n'était cédée que pour deux ans, après lesquels, d'après l'article explicite du traité, elle devait être rendue à la Pologne. Lisez à ce sujet l'ouvrage : *Recueil des Documents relatifs à la Russie*, page 389, chapitre intitulé : *Portée et validité des Traités*

époque à laquelle, d'après ce qu'ils assurent, la Pologne était assimilée à la Moscovie, tandis que cette dernière n'apparaît qu'au douzième siècle. Après cette studieuse exposition, M. Barrot jete un cri de défi et de triomphe. C'est une explosion remarquable d'innocence et de naïveté. C'est l'ignorance qui s'applaudit parce qu'elle s'ignore elle-même. Nous répondons : Aucun des États en Europe ne conserva au milieu des guerres et des tourmentes, des frontières aussi stables que la Pologne. Elles étaient en principe aussi nettement dessinées que celles de la France, par rapport à la race et aux aspirations des populations. Et la Pologne, nous le répétons, ne réclame que celles qui lui furent reconnues sous le sceau des serments les plus solennels, par les spoliateurs, la veille de la spoliation.

Nous ne pourrions mieux terminer notre polémique contre la brochure de M. de Girardin et contre son apologie, qu'en citant quelques mots par lesquels M. Barrot entame sa discussion le 10 juin. « Discuter, dit-il, est une manière d'apprendre, » et puis il ajoute : « Le journaliste, avant de finir par savoir, commence par discuter, alors seulement qu'il finit de discuter il commence à savoir!!!... » Ne nous serait-il pas permis, vu le résultat de la discussion présente, de proposer une modification plus logique pour le procédé que doit suivre, soit le journaliste, soit l'écrivain ? Ne serait-il pas plus avantageux pour la vérité et plus prudent pour eux, avant d'entamer la discussion, de *commencer par apprendre* pour commencer par *savoir*, et de *finir* par discuter.

Au milieu du progrès que fait la question polonaise, nous voyons donc surgir dans les discussions des publicistes d'une certaine distinction, des entraves contre le sens commun. Le jour où l'opinion publique sera suffisamment éclairée sur cette question, le jour où elle pénétrera dans tous les replis secrets qui la rattachent à d'autres questions de la plus haute importance pour l'Europe, où enfin l'on comprendra ce mot : « *la clef de la voûte,* » comme l'avait compris celui qui l'a prononcé, ce jour-là tomberont d'elles-mêmes les fausses discussions, tant, par un sentiment d'impuissance chez ceux qui les soulèvent avec mauvaise foi que par les notions justes de ceux qui les accueillent avec quelque confiance. C'est alors seulement que cette opinion pèsera sur les événements. Et même, lorsqu'elle atteindra le sommet de son pouvoir, lorsqu'elle embrassera d'un coup d'œil infallible toute la situation, elle parviendra à exercer sur la marche lente et indécise de la diplomatie une pression irrésistible. Car, on le sait, avant d'arriver à sa parfaite expression, avant de prononcer son jugement définitif, l'opinion publique ne se forme qu'à la lumière de la vérité, ne s'appuie que sur des faits incontestables, et proclame enfin son arrêt irrévocable au nom de la conscience universelle et de la raison d'être du genre humain. Elle deviendra, en ce cas, pour la diplomatie une raison d'État plus importante que toutes les autres considérations, quelquefois très-

puériles, par lesquelles elle se laisse entraîner, considérations d'une actualité restreinte par des passions ou des intérêts passagers.

On s'étonnera moins, sans doute, de la foi que nous avons dans l'opinion publique et même dans la progression de sa puissance, que de celle que nous manifestons pour son influence sur la diplomatie, au point d'en faire son organe et son interprète. Cependant ces deux croyances ne font qu'une. La première n'est autre chose que la foi dans l'ascendant victorieux de la civilisation chrétienne, la deuxième n'est que la conséquence de la première : c'est, en un mot, la foi dans la régénération de la diplomatie, cette science antique et vénérable qui a eu toujours un grand devoir à remplir, celui de régler les relations des peuples, et qui est devenue aujourd'hui une puissance réelle chargée d'une mission plus élevée. Elle doit définir irrévocablement les rapports internationaux pour assurer l'avenir. Elle doit les asseoir sur une base noble et inébranlable de justice et de raison, en révélant et en invoquant cette loi si chrétienne de la civilisation moderne, vivant dans la conscience générale, qui ratifie à chaque nation la possession de l'espace où elle s'est formée et développée sur la terre au service de l'humanité, et qui sanctifie comme son inviolable possession morale, la glorieuse place qu'elle a su se conquérir dans les pages de l'histoire.

Quelle que soit l'attitude actuelle de la diplomatie, quelles que soient ses restrictions pacifiques faites d'avance, son intervention officielle dans la cause polonaise l'expose à une sévère responsabilité devant cette opinion et devant la postérité, sinon pour le fait du résultat favorable de son action, au moins pour le fait des moyens plus ou moins fermes, plus ou moins efficaces, employés pour assurer le succès. Son action, on le sait, va embrasser un vaste horizon, elle s'étend sur un terrain immense couvert de différents peuples et États. Explorer et mettre en lumière les éléments qu'il contient, débrouiller le chaos qu'il présente est l'unique moyen de fournir à cette action une allure franche, décidée, conforme au but qu'on se propose d'atteindre. L'étude la plus consciencieuse de ce terrain et de ces éléments est essentielle pour la diplomatie. Malheureusement, c'est elle-même qui répandit la première les notions les plus erronées sur ces contrées en les puisant dans leurs sources officielles. La diplomatie de 1815 et celle de 1830 n'ont fait que recueillir précieusement ce triste héritage de mensonges. Quant à la diplomatie actuelle, elle s'est reformée, il faut le reconnaître, jusqu'à un certain point, sous les auspices des hommes d'État éminents qu'elle compte dans son sein, même jusqu'au faite des grandeurs; mais elle reste elle-même encore sous le poids de cet héritage, sous la pression d'une certaine manière de voir, sous l'entraînement enfin de l'habitude. Enchaînée par des convenances politiques, elle est forcée dans certaines occasions, concernant ses affaires internationales, de tromper le public en paraissant croire lorsqu'elle ne croit plus. L'opinion publique n'a pas de telles convenances à garder. Il lui faut avant tout connaître la vérité pour la faire passer dans les

consciencés et pour pouvoir soutenir le bien et réprimer le mal. C'est donc à ses agents les plus dévoués, aux maîtres de la pensée, aux publicistes et aux historiens, qu'il appartient d'étudier les peuples et les États qu'embrasse l'action de la diplomatie au début de la question polonaise. Nous ne prétendons pas approfondir cet examen d'une manière absolue, nous nous permettrons seulement d'indiquer à l'attention du bon sens public quelques traits particuliers que nous croyons propres à relever la couleur générale de l'ordre de choses établi chez ces peuples et dans ces États.

II

Pour déblayer ce vaste terrain, il faut avant tout dissiper la confusion et les ténèbres qui couvrent les idées de l'Occident d'abord sur les trois États *intéressés* aux débats : l'Empire de toutes les Russies, la Prusse et l'Autriche, composés de différents peuples contenus par la force et organisés militairement, ensuite sur la race germanique, sur l'Allemagne proprement dite, victime de cette organisation. Pour remonter à la source de la confusion et y introduire la lumière, il faut d'abord établir cette vérité qui n'est pas généralement reconnue, savoir : que les trois États en question, quelles que soient les apparences qui semblent modifier leur raison d'être, ne l'ont pas abandonnée au fond et frémissent d'impatience pour y revenir entièrement. C'est-à-dire que la pente naturelle imprimée par leur principe essentiel, par leur conformation et par la base qui sert de fondement à leur pouvoir, les entraîne tous les trois irrésistiblement vers une barbarie d'une espèce toute différente et bien plus dangereuse pour l'humanité que celle qui avait jadis envahi l'antiquité. Au surplus, quel que soit le nom qu'on veuille donner au système représenté par ces trois États, il est essentiel de reconnaître au moins qu'il existe une distinction notable, au point de vue de la civilisation, entre ce système et celui qui constitue les États de l'Occident et du Sud, tels que l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Espagne, etc. Le principe qui sert de base au premier est donc en contradiction palpable avec celui qui régit l'Occident et le Sud. L'action du premier n'a d'autres éléments que la ruse, les insinuations perfides, le mensonge et les ténèbres, enfin la terreur suscitée par l'ostentation de la force brutale. L'action du second principe ne peut donc se développer victorieusement que par l'énergique expansion de ses forces morales en rapport avec ses immenses ressources matérielles. Le premier, n'ayant d'autre force que l'apparence, ne peut transformer l'autre et le vaincre qu'en lui faisant admettre cette apparence comme une réalité. Le second ne peut être vaincu que par la reconnaissance de cette apparence mensongère, et cette reconnaissance équivaldrait

à celle de sa propre faiblesse. Voilà le coup par lequel la diplomatie du dix-huitième siècle a atteint la civilisation, elle manqua de foi dans sa force morale ; c'est sa faiblesse ressentie et avouée qui facilita le début du principe négatif en Europe. Elle a oublié l'enseignement du passé et pour éluder un embarras passager elle a introduit au sein de la civilisation un ennemi implacable.

Quelques observations sur les trois États et sur leur avènement suffiront pour faire comprendre notre pensée. Nous commencerons par le principal des trois : l'empire de toutes les Russies. Nous trouvons une observation générale sur son principe et sa conformation dans une définition de quelques lignes tracée par un célèbre publiciste polonais en 1832 (1). Cette définition, malgré les termes passionnés qu'elle emploie, est d'une parfaite exactitude, si nous la comparons au jugement des écrivains français les plus éminents sur les événements de 1834 et 1863. Ce publiciste ne s'adresse au surplus qu'à un public polonais. Il critique les actes du gouvernement insurrectionnel polonais de 1831, qui traita diplomatiquement avec le cabinet de Saint-Petersbourg, au lieu de le combattre avec les forces imposantes dont il disposait, et qui le considéra, par imitation de l'Occident, comme un instrument de progrès et de civilisation. Il rappelle à ce gouvernement le véritable but de l'insurrection de 1831 en ces termes :

« Repousser la Moscovie dans ses anciennes limites qu'elle n'a franchies pour se mettre au niveau des autres empires européens que par le crime du démembrement. Elle n'a justifié cette usurpation, ni par le plus minime service rendu au genre humain, ni par aucune vertu, aucune perfection morale, aucun bienfait scientifique. Une horde fécondée par un esclavage abject, gouvernée par l'absolutisme le plus outré qui lui enlève jusqu'au cachet distinctif de son origine. Voilà l'histoire de ce peuple ! — Il ne se présente à l'Europe que sous l'aspect d'une somme de forces brutes développées dans le sens d'invasions successives et exploitées par un cabinet habile et pervers. Le but de notre insurrection était palpable. En restaurant la Pologne elle s'est proposé de délivrer l'Occident et le Sud de l'Europe, sa partie neuve, vivace et mobile, de l'action morbide du Nord envahisseur, et de dégager de la pression malfaisante de l'immobile barbarie, la marche de son perfectionnement social.... Malheureusement, les grandes formes de notre politique traditionnelle envers nos voisins, avaient disparu. Les noms de Schoniski et de Maryna étaient rayés de nos souvenirs. Il ne nous restait, hélas ! qu'une honteuse acquisition de l'Occident, l'humble respect pour un Empire parvenu, produit inerte d'un aveugle hasard et de la force brutale, agrandi de nos dépouilles, non par la conquête, mais par l'intrigue, la ruse, le mensonge et le crime, pour un empire où il n'y a rien de

(1) Mochnacki.

« sacré et qui ne représente qu'une immensité sans idées historiques
« et sans base, une peuplade sauvage sans notions de justice, un pays
« sans lien social. »

Telle était la nature de l'élément moscovite depuis le douzième siècle, tel il était encore lorsqu'il se présenta au dix-huitième, pour faire partie de la famille européenne. Son avènement ne date, en réalité, que du jour où il demanda ostensiblement son entrée au sein de cette famille sous le nom d'empire de toutes les Russies. L'impératrice Catherine, flattée par les philosophes, adulée par la diplomatie, ne réclamait qu'une seule chose en faveur de son peuple *moscovite* : le changement d'un seul mot, celui du nom propre qu'il avait toujours porté dans les documents scientifiques et dans toutes les archives des relations étrangères en Europe... Rien enfin, qu'une transformation radicale de ce signe caractéristique qui constate dans le passé et dans le présent, la nature, les attributions, la propriété morale et matérielle, l'identité irrévocable, soit des simples mortels, soit des grandes individualités collectives représentant les États. Qui pourrait le croire ? on obtempéra à cette demande avec cordialité, sans discuter en face des grands intérêts en jeu, l'urgence d'une mesure qu'on n'oserait pas même appliquer aussi insoucieusement dans les simples affaires privées. Admettre des apparences trompeuses comme une réalité, réaliser une fiction par la foi qu'on lui accorde, ou, du moins, par l'ostentation de cette foi, voilà l'œuvre désastreuse de la diplomatie en décadence. Elle n'avait cependant qu'à reporter son souvenir à quelques années, pour y trouver un enseignement fort utile sur le même sujet. On sait que le tsar Pierre I^{er}, sans le revendiquer ostensiblement, se donnait le même titre. Il désirait, sans aucun doute, le voir reconnu officiellement par un État aussi considérable que la France. Louis XIV, néanmoins, dans les derniers moments de son règne, privé de cette lumière que lui fournissaient jadis les conseils du judicieux Colbert, conserva vis-à-vis la Moscovie la tradition de l'ancienne politique de Henri IV, d'Élisabeth, de Richelieu, etc., et son journal officiel ne qualifia autrement le Tzar, qu'on devait bientôt recevoir avec hospitalité, que du titre de *Sa Majesté moscovite*. Sa prévoyance comprenait déjà le danger de la substitution. Ne devait-on pas plus tard réfléchir bien mûrement sur le mobile qui poussait Catherine à réclamer ce nom de : *toutes les Russies*, pour la Moscovie ? Dans sa traduction française et allemande, il s'identifie parfaitement à celui que donnaient les documents scientifiques et les archives des affaires étrangères aux provinces méridionales polonaises. Il pouvait donc, en se consolidant, atténuer un titre de propriété sacré et inviolable. Catherine s'empressa, il est vrai, de protester contre cette supposition (1), en déclarant en son nom et en celui de ses suc-

(1) La Russie polonaise se prononçait Rui (Rons'), tandis que la Grande-Russie, d'après le nom adopté par Catherine, se prononçait (Raccia). Ce n'est qu'après 1830, que le tsar Nicolas adopta le nom (Rossi), pour ne révéler aucune distinction entre les éléments

cesseurs, les possessions de la Pologne inaliénables et à l'abri du droit des gens (1) ; car elle n'était pas encore en mesure de le violer. D'un autre côté, ce titre ouvrait une perspective immense, propre à allécher ses appétits, voraces sous tous les rapports. C'est un nom des plus vagues et des plus indéfinis dans l'histoire. C'est la seule trace du passage des Normands, Varègues, Russes, à travers les vastes contrées peuplées par différentes races, auxquelles ils le léguèrent indistinctement. En réclamant un tel nom, en s'y accrochant, la Tzarine pourrait viser à deux beaux morceaux, les saisir par ruse, par violence, et en légitimer la possession aux yeux de l'opinion égarée.

Sans entrer dans ces considérations, la diplomatie du dix-huitième siècle se prêta au désir de Catherine, et par cette condescendance altéra le sens moral des peuples, troubla les notions de l'histoire, de l'ethnographie, de la statistique, et entraîna dans cette confusion la raison d'État elle-même. Après le démembrement de la Pologne, le Tzarat de Moscou s'insinua dans la politique de l'Europe comme empire de toutes les Russies, personnifiant une grande nation homogène de soixante millions, aspirant aux bienfaits de la paix et de la civilisation. Personne ne voulut s'apercevoir que sous ce masque trompeur marchait l'autocratie séculaire et fatale de Moscou, n'ayant d'autre base et d'autre raison d'être qu'elle-même, agglomérant les hordes sauvages et les organisant pour faciliter leur carrière nomade, enchaînant, abattant et abrutissant les peuples conquis, pour en faire l'instrument morne et inerte de sa dévorante avidité.

Telle fut l'entrée de la nouvelle barbarie asiatique au moment de la régénération universelle qui se préparait en Europe, au moment où les individualités nationales, élaborées par le travail des siècles, devaient se constituer, pacifiques et progressives, à la place des éléments discordants qui avaient agité le monde. Étouffant l'odeur du sang sous le parfum du gentleman russe, le sauvage Moscovite parvint à s'introduire dans la lice, et le Tzarat, pour cacher le rôle de « *boucher des nations*, » si bien défini par le poète, se couvrit de la toge auguste de César. Contradiction étrange, mais pleine d'espoir, entre les temps anciens et les temps modernes ! La barbarie antique éclata comme la foudre pour dissoudre le corps énérvé de l'ancienne civilisation. Elle déborda comme un torrent impétueux et la noya dans son invasion. La nouvelle barbarie s'insinua furtivement sous une forme menteuse avec un sourire philosophique et une promesse libérale. La première, c'était « la colère de Dieu, » rien n'aurait pu lui résister, elle fut invincible. La seconde n'est que le malin artifice de Satan, cet ennemi du bien, qui vient entraver l'œuvre de la régénération agréable à Dieu, en empoisonnant son premier souffle par ses maléfices infernaux. La colère de Dieu de-

natifs de son Empire et les éléments polonais. Après avoir trompé l'Europe, on chercha à tromper la population elle-même sur sa véritable origine.

(1) Cette protestation se trouve dans l'ouvrage : *Recueil des Documents relatifs à la Russie*, cité plus haut. Au surplus, *la Patrie* l'a reproduite dans son numéro du 4 juillet.

vait être invincible, mais la ruse du mauvais esprit n'a pas cette force irrésistible; elle peut être écrasée par la force du bien, si ce dernier ne manque pas de foi, d'activité et d'énergie.

On ne saurait refuser ces deux dernières qualités à Satan. Pour introduire son système autocratique, il cherche des complices et les trouve sur le point le plus propice à son action infernale. L'Allemagne sommeillait d'un sommeil philosophique très-abstrait, mais très-élevé. Elle pouvait se réveiller et aspirer à se constituer à l'exemple de la France, puissante et noble nationalité qui ne prétend pas au bien d'autrui. Eh bien! pour clouer la Germanie sur son lit de repos et pour étouffer son esprit national, on lui planta dans le corps deux cornes immenses, on lui persuada qu'elles faisaient partie de son être, qu'elles vibraient de l'esprit allemand. La diplomatie s'empessa de reconnaître comme puissances allemandes ces deux excroissances appelées Prusse et Autriche. Lorsque de son souffle divin le ciel réveillait les nationalités, l'enfer produisait deux monstres pour les dévorer.

III

L'Occident de l'Europe n'a pas encore de notions exactes sur les trois États du Nord; ceux-ci, au contraire, savent tout, connaissent tout ce qui concerne l'Occident, et leur infatigable activité est au niveau de leur ambition insatiable. Pour comprendre leur véritable tendance, il faut connaître : 1° leur origine, c'est-à-dire le principe qui les fait agir; 2° leur formation, c'est-à-dire le développement de ce principe; 3° leur position actuelle, c'est-à-dire l'esprit qui les anime aujourd'hui.

On regarde la Prusse comme représentant la nationalité allemande; nous commencerons donc par elle, car elle est la moins connue. Quelques mots sur son origine suffiront pour dissiper les illusions que l'on se fait à son égard en Occident et même en Allemagne. Un petit pays païen, de même race que les Lithuaniens, servit de noyau et de base à l'installation territoriale du royaume actuel. Pour le convertir la Pologne, divisée et affaiblie au douzième siècle, le livra à l'ordre des croisés allemands connu sous le nom d'Ordre Teutonique. Celui-ci se soucia fort peu de sa mission. Il s'en servit comme prétexte pour massacrer la population, pour la déposséder et l'organiser en vue de conquêtes futures. En querelle avec l'Église, il se maintint dans ces possessions avec l'appui de l'Empire. Il brisa ce lien pendant les guerres religieuses de la réforme, foula le froc du moine dans la personne de son grand-maitre, fonda une principauté et invoqua la protection des Jagellons en se reconnaissant vassal de la couronne de Pologne. Sensible au vœu général de la population prussienne, Sigis-

mond-Auguste la soustrait au joug de l'Empire et sauve le grand-maitre. Cette principauté était une sangsue appliquée au sein de la Pologne, elle est devenue une vipère venimeuse. Ses souverains, au lieu de se constituer d'après le sens d'une idée morale, au lieu de civiliser leur population, ne visèrent qu'à l'organiser militairement, dans l'espoir de nouvelles conquêtes. Quoiqu'ils l'aient abruti et dépossédée, ils conservèrent au pays le nom païen de *Prusse*. L'adoption de ce nom caractérise parfaitement l'origine de la monarchie actuelle : un chasseur nomade, après avoir tué la bête, s'est recouvert de sa peau. Quoi qu'il en soit, leur activité n'eut dès lors d'autre but que d'intriguer contre leur suzerain, de piller, de ramasser les morceaux de différentes provinces, de les river l'un à l'autre, et de pousser leurs peuples dans des guerres aventureuses et sans intérêt pour eux. Ce petit noyau, si remuant, se retrempa par la rigoureuse et économique administration de Frédéric I^{er}, et trouva enfin, dans son successeur, un gouverneur digne d'une mission plus élevée. Pour la remplir, il eût fallu que Frédéric II, dit le Grand, eût autant de vertu et de caractère qu'il avait de génie, d'activité et d'héroïsme. Il pouvait mettre son organisation au service d'une grande œuvre, il pouvait préparer, sinon réaliser, l'unité de la nationalité allemande, au moment où celle de la France arrivait à son apogée. La guerre de Sept-Ans a prouvé que cette œuvre n'était pas au-dessus de ses moyens; mais entraîné sur la pente du principe qui fit naître son État, il entra dans une autre voie. Il poursuivit la chasse aux terres et aux provinces. Son organisation militaire prit un caractère des plus sauvages. Il enlevait les hommes de tous les pays et les enrôlait violemment dans ses cadres. Il faisait arracher à leurs familles les jeunes filles de la Lorraine, pour les river à ses soldats et produire des bandits. L'Asie était déjà à la porte de l'Europe. L'amas des hordes moscovites flairait dans les cohortes de la nouvelle monarchie de dignes alliés et des complices avides. L'esprit de Frédéric II était bien loin de la nationalité allemande. Il ne s'occupait qu'à tailler correctement les frontières de la Prusse, à corriger son difforme boyau. Le boyau fut réformé par le premier démembrement de la Pologne, et l'abattoir des nations, préparé par Ivan le Terrible dans les déserts de la Moscovie, se dressa au centre de l'Europe. Cependant, à peine le premier démembrement était-il accompli, que Frédéric se sentit profondément pénétré du sentiment de vasselage, que ce fait lui imposait, envers l'Empire de toutes les Russies. On trouve même quelques preuves de sincérité dans les moyens qu'il employa pour se rapprocher de la Pologne et pour aider à sa régénération (1). « Si j'étais Louis XV, disait-il, j'aurais perdu mon dernier soldat et mon dernier écu avant de laisser succomber la Pologne. » Nous ne pouvons conclure jusqu'où Frédéric

(1) Il commença par s'allier à l'une des plus illustres familles de la Pologne, qui travaillait à l'organiser de la manière la plus dangereuse pour les projets des co-partageants, c'est-à-dire à y établir le principe d'une solide autorité.

eût poussé cette réaction, car la mort l'enleva. Son successeur sembla suivre un instant cette inspiration bienfaisante ; mais il lui manqua le génie du grand Frédéric pour se diriger dans cette voie difficile. Il céda à l'entraînement de la nature barbare de son État, et se jeta le premier contre la révolution de 1789, c'est-à-dire contre la grande révélation de la nationalité française. Dès ce moment, il mit le dernier sceau à sa vassalité vis-à-vis de la Russie. Il servit cette dernière en 1831 contre l'opinion de toute l'Allemagne, et son dernier successeur se déclara, en 1863, dans le même sens, avec la plus fastueuse ostentation, à la stupéfaction de l'Europe et de ceux des Prussiens qui se sentent le cœur allemand.

La concorde étant établie entre la Russie et la Prusse, la conformation si hétérogène de l'Autriche l'entraînait malgré elle à souscrire au pacte asiatique. La source de son hétérogénéité n'est pas, il est vrai, aussi sauvage que celle de l'Empire de toutes les Russies et de la Prusse. Elle se résumait dans cette devise par laquelle on caractérisait l'extension de cet État : « Les autres États, disait-on, s'étendent par la conquête ; l'Autriche ne s'épanouit et ne grossit que par les hyménées. » Les hymens, les héritages, les élections ont augmenté ses domaines. Mais lorsque toutes ces souverainetés se fondirent dans l'Empire d'Allemagne, les Hapsbourg ne surent pas remplir la grande tâche que cette dignité leur imposait envers un peuple divisé par une constitution anarchique, mystique et défectueuse. D'un autre côté, pour contenir toutes ces possessions par élections ou mariages, dans une unité forcée et chimérique, ils durent se servir d'un système cruel de répression contre des peuples qui, liés par des pactes volontaires, tendaient à se constituer en nationalités distinctes. Les hymens n'ont pas fécondé le sein de l'Autriche d'une maternelle tendresse pour ces peuples. On rejeta avec horreur leurs aspirations, et on les accabla. Dans une telle disposition, des tentateurs aussi habiles que Catherine et Frédéric II, durent réussir.

Marie-Thérèse, mue par le sentiment de sa dignité et comme souveraine d'un grand État, s'opposa d'abord ; puis, pressée, elle hésita, honteuse de tremper dans un attentat qu'elle qualifia avec tant d'énergie. Enfin, la tradition d'une administration hétérogène, l'insouciance de Kaunitz et l'ambition de Joseph II prévalurent. On acheta sa complicité par un gros lot, la Galicie. Le système du Nord fut donc tranché, et les guerres de la République et de l'Empire ont rivé plus tard la vassalité de l'Autriche et de la Prusse à la Russie, par des chaînes qui sont bien loin encore d'être dissoutes, quoi qu'on en dise.

On conviendra que cette union ne s'est pas consommée à l'avantage de la civilisation, et l'histoire ne repoussera pas le nom de barbarie par lequel nous l'avons qualifiée. Au surplus, les faits historiques du développement de l'organisation des trois États constatent la justesse de ce terme. Enfin, leur organisation actuelle, malgré quelques apparences et quelques modifications superficielles, obtenues sous la pression de l'opinion publique, ne le contredit pas. C'est dans ce développement

que les trois États ont montré la plus effrénée convoitise à s'approprier le bien d'autrui, soit province, soit morceau de terre quelconque, non pour les gouverner, mais dans le seul but de les broyer, de les dévorer, de les engloutir dans la gueule de leur système carnassier. Pour arriver à ce but, on dédaignait, au milieu de l'éclat même dont on s'entourait, les plus délicates convenances dont le manque ostensible dégrade les empires. Profitant des traités de Tilsitt, Alexandre 1^{er} dépouilla en plein jour son meilleur ami, son fidèle allié, le roi de Suède. Au milieu des expansions amicales de paix et d'alliance, il lui ravit une province désarmée, sans guerre, sans combat, et la paya avec le baiser de Judas. Combien de promesses de fidélité, de flatteries n'arrivèrent-elles pas jusqu'à Napoléon 1^{er}, pour obtenir quelques nouvelles possessions, quelques provinces, une grande ville pour capitale! Et après 1815, quels débats pour chaque morceau de terrain à gagner! Quel déchirement opéré par la Prusse au sein même de l'Allemagne! Quelle violation du droit que l'expropriation du roi de Saxe, pour condamner la vertu de la fidélité! Du temps de la puissance de Napoléon, on n'osait pas fouler le droit des gens comme on l'a fait en arrêtant Lafayette ou en assassinant les ambassadeurs français; mais depuis que l'étoile du héros a baissé, il n'y eut plus de foi ni pour les traités, ni pour les capitulations, plus de respect pour le droit des gens, pas même pour celui de la guerre. On assassinait juridiquement les prisonniers. Les Prussiens prétendaient avoir le droit de fusiller le docteur Larrey, pour avoir vaillamment combattu sous le drapeau de son gouvernement légitime. Le grand-duc Constantin décapita de sa main un prisonnier français. Jamais on ne doit cesser de rappeler de tels faits, pour ne pas donner à ceux qui les ont accomplis l'absolution de l'oubli.

Ce ne sont pas des passions passagères qui les ont fait commettre, ce ne sont pas des passions passagères qui en ont fait commettre d'autres aux trois États du Nord, tels que le meurtre de Fischau, les massacres de la Galicie, etc. C'est le principe même de leur existence qui ne repose que sur la ruse et la force brutale; c'est l'organisme lui-même de leur administration et de leur armée. Or, quel est cet organisme? Ici, dans les gouvernements qui représentent l'intérêt général d'un peuple, chaque agent supérieur ou subalterne, chaque général ou soldat reste, par habitude, sous l'impression de cet intérêt général, en mettant à part son intérêt personnel. Tous sont stimulés dans leur zèle par le sentiment du devoir qu'ils remplissent et qui relève leur dignité à leurs propres yeux. En respectant la loi, ils se respectent eux-mêmes. Ce principe existe, domine à l'Occident, et est exécuté autant que le permet l'imperfection de l'homme. Mais là, dans le Nord, ni ce principe n'est sérieusement constitué, ni ce sentiment ne peut exister. Il n'y a d'autre mobile et d'autre morale pour tout agent civil ou militaire, que l'intérêt personnel et la terreur. Pour exciter son zèle, pour aiguïser son activité, il lui faut d'autres stimulants : le vol, le pillage, le viol, le carnage. En Russie, où le système est au sommet de sa perfection, où on l'applique en ce moment avec une entière franchise, tous ces sti-

mulants ne sont-ils pas armés par un mandat légal? L'Autriche, dans ses invasions en Italie, en 1849, n'a-t-elle pas commis des cruautés atroces? N'a-t-elle pas encouragé ces stimulants! La Prusse qui, furtivement, fait aujourd'hui tout ce qu'elle peut contre les insurgés polonais, ne les prendrait-elle pas tous pour des Larrey, et ne les exécuterait-elle pas comme elle a fait à Fischau, si elle n'était retenue par le sentiment de la peur? Nous le répétons, rien n'est changé dans l'organisation des trois États, quant au fond des choses; seulement, cette organisation se développe dans le sens de leur principe avec plus ou moins de franchise. Elle cherche, en outre, par les moyens les plus subtils, à effacer dans l'âme des masses l'idée de la patrie, ou du moins à la contrefaire, car le développement de cette idée, en replaçant chaque peuple dans son droit, ne pourrait que dissoudre ces conformations hétérogènes. Le gouvernement prussien ne se sentant pas de la grande famille allemande, s'appuie moralement et matériellement sur une force brute, également étrangère à l'Allemagne par son esprit et sa composition : sur *l'armée prussienne*. Celle-ci sera toujours d'accord avec lui, car elle est formée d'une cohorte d'individus idiotisés et disciplinés; c'est par elle que fut comprimé le mouvement allemand de 1848; c'est encore elle qui assiste aujourd'hui le carnage russe contre le désespoir de la Pologne, malgré l'indignation générale.

On parle souvent de l'habileté du gouvernement prussien pour assimiler ses populations hétérogènes en les germanisant. Il se peut qu'il les assimile à son système par les moyens que nous venons d'indiquer, mais il ne les germanise pas. Un seul exemple va nous édifier là-dessus. Une province polonaise, la Silésie, cédée à la Bohême au commencement du quatorzième siècle, passa à l'Empire. La Prusse, sous Frédéric II, en arracha la moitié. Voyons où en est son assimilation! Le paysan silésien se dit royal et Prussien, et pourtant il ne s'exprime qu'en langue polonaise, avec un mélange qui n'en altère presque pas la pureté. Il ne sait pas qu'il est de la plus pure race de la Vistule; mais il déteste ses seigneurs, dont la plupart sont protestants, et tout en ignorant ce qu'est la patrie, il abhorre les Allemands. Ce n'est donc pas la finesse spéculative d'un État qui peut opérer l'assimilation des races; c'est la supériorité intellectuelle s'appuyant sur le sens moral, sur une grande idée qui réveille dans les masses l'instinct divin, le sentiment de l'intérêt général. Germanisez donc dans ce sens les peuples que vous possédez depuis des siècles, mais ne les *prussisez* pas, car vous les abrutissez et vous n'en pourrez former que des hordes, pour les lancer contre la Confédération germanique elle-même, si elle ne se soumet pas à la Sainte-Alliance.

Ce sont des hordes de ce genre que l'Autriche lançait sur l'Italie en les excitant par le pillage. On les appelait Autrichiens! Ce pauvre archiduché d'Autriche, habité par une population apathique, il est vrai, mais éclairée, loyale, hospitalière, attachée filialement à sa dynastie, payait la honte de pareils procédés en lui prêtant innocemment son nom honnête et sans tache. La révolution de 1848, à Vienne, était

certes, en grande partie, la conséquence des aspirations libérales des Autrichiens, mais elle n'a été poussée jusqu'aux armes que par l'indignation générale contre le régime du prince de Metternich, qui engendra les massacres de la Galicie. Pour étouffer les Viennois, on envoya les Croates enragés contre les Allemands, et on conclut que l'Autriche est une puissance allemande. Ni l'Autriche, ni la Prusse ne le sont, non-seulement par le contingent qui compose leur administration et leur armée, mais surtout par l'esprit qui les dirige. Ce sont, comme les a définis justement un publiciste polonais en 1833, les excroissances qui ont poussé sur le corps germanique, les deux immenses bras de polype comprimant les mouvements patriotiques de la nationalité allemande.

Pour enlever ces deux États de nature agglomérative à la barbarie asiatique de la Russie, il eût fallu reconnaître celle-ci pour ce qu'elle se montre aujourd'hui, pour ce qu'elle sera bientôt officiellement reconnue; car, ainsi que l'a dit Napoléon I^{er} : « Les lumières du siècle ne rétrograderont pas. » Cette reconnaissance eût déjà probablement eu lieu si des séductions, dignes de Satan, ne l'eussent empêchée. Au commencement de ce siècle apparut un Tzar qui réunissait toutes les qualités propres à masquer la terrible nature de son État, sans avoir ni puissance, ni volonté pour le réformer. Lorsque le gros colosse russe aux pieds d'argile, ensevelissait dans ses déserts son corps hideux et sanglant, lorsqu'il s'engouffrait dans les ténèbres de son administration et de sa police mystérieuses et actives, lorsqu'il se dissimulait à travers les sinuosités de sa diplomatie insinuante et mielleuse, il n'exposait à la vue de l'Europe que la tête du Tzarat coiffée provisoirement et parfumée à la dernière mode, que la figure du Tzarat embellie par un geste civilisé et rayonnante d'un sourire libéral. Cette tête et cette figure trompèrent tout le monde. On entrevoyait déjà les lumières du siècle arrivant en fluides magiques à travers les Ourals. Le premier ravissement passé, il y eut, il est vrai, des hommes perspicaces qui finirent par s'apercevoir que cette coiffure n'était qu'une perruque coquettement arrangée, que ce geste, que ce sourire n'étaient qu'une contorsion ironique, une grimace étudiée du *grec du bas-empire*. Mais on ne voulut pas croire, et la séduction se prolongea au delà même de l'existence d'Alexandre I^{er}. Le régime de Nicolas ne lui fit même pas lâcher prise. En 1833, un journal officiel de France proclame la Russie *nation homogène* de soixante millions. Au milieu de ces couches profondes, de ces populations fraternelles, il ne trouve qu'un seul petit point où fument les ruines (la Pologne). Il recommande enfin son pouvoir comme un moteur bienfaisant de la civilisation et sa puissance comme invincible. C'est cette dernière surtout qui opéra le prestige. Et cependant, en 1856, quelques efforts de plus, et cette puissance était abattue; elle pouvait même l'être entièrement, si on l'eût attaquée sérieusement, à bien moins de frais qu'on ne s'en donna pour l'humilier. Compromise, elle proclama sa générosité envers les couches profondes de ses peuples *fraternels*. « L'Affranchissement des Serfs. » L'Europe

applaudit en s'écriant : *Émancipation générale, liberté!* Ce n'était que l'enlèvement des classes brutes à l'influence des classes éclairées, pour les remettre aux mains de la plus brutale des administrations et pour les organiser en communes, en hordes nomades. Profitant de l'enthousiasme de l'Europe, le gouvernement russe introduisit au milieu de la population toute agricole des provinces polonaises, le même système de commune, c'est-à-dire qu'il annihilait la propriété individuelle pour organiser cette population en bandes mobiles. De telles bandes, promptes à se mouvoir, à se transporter partout au premier mot d'ordre, subissent facilement ces transplantations de peuples qui s'opèrent dans l'empire ; par ce moyen les hordes asiatiques nomades peuvent se mettre en face de l'Europe, en occupant la place des populations agricoles des provinces méridionales. Voilà le profond esprit qui git au fond de l'œuvre émancipatrice du gouvernement tzarien. C'est à cette œuvre qu'on applaudissait en Europe. Au moment où la Russie prenait toutes les mesures pour faire échouer l'affranchissement poursuivi avec ardeur par les classes éclairées et par la noblesse polonaise, on rejetait sur cette dernière les résultats, les effets contraires et les retards provoqués par ces mesures. On n'entendait pas une parole d'outrage qui avertissait les générations. C'était une parole railleuse en apparence, mais sérieuse au fond, simple et succincte dans son expression, mais profonde dans sa vérité : « Grattez le Russe et vous trouverez le Tartare. » Pour faire luire la lumière de cette parole, pour démasquer le monstre aux yeux de l'Europe trompée, la Pologne de 1861 pria sans armes et nageait dans le sang. On expliqua les atrocités commises par les excès passagers d'une situation anormale. Enfin, cinquante hommes réfugiés dans les forêts, armés de perches et remplis de foi, entamèrent cette puissance qui est la terreur de l'Occident. Un gouvernement polonais, mystérieux comme l'événement dont il fut le digne rejeton, gratta dans toute son étendue la peau du colosse, et fit ressortir, palpitante d'intérêt, la parole prophétique de Sainte-Hélène. Le Tartare éclata avec une rage qu'on ne lui avait jamais vue. Jusqu'à présent il ne faisait honte à Attila et à Czengis-Khan que par sa lâcheté et son manque de franchise. Dès lors toute la pyramide s'ébranla du sommet jusqu'à la base dans l'ivresse du carnage et du pillage. La barbarie asiatique, inférieure en ardeur à celle d'Attila et de Czengis-Khan, les surpassa par les raffinements méthodiques et froidement calculés de sa cruauté. On s'écria, enfin, en Europe : « Qu'est-ce donc que cet empire de toutes les Russies ? » L'illustre historien Michelet répondit avec sa pénétration habituelle : « C'est le poison ! c'est le choléra ! prenez garde ! » — Oui, mais ce poison s'est inoculé déjà dans deux membres qui le répandront partout ; soignons donc d'abord ces deux membres, l'Autriche et la Prusse ! Si l'on veut guérir l'Europe au moyen de ce philtre méconnu jusqu'aujourd'hui qu'on appelle le *Droit de la Pologne*, il faut que la diplomatie elle-même guérisse d'abord les deux malades par la pression irrésistible de la volonté publique, par ce seul mot : Il le faut. A cette seule condition elle peut réussir. Le

bruit court que le gouvernement national de Pologne ne demande à l'intervention européenne que de la garantir contre l'intervention hostile de l'Autriche et de la Prusse. La première, pour gagner du temps et sortir d'embarras, fait tout pour étouffer l'insurrection. Elle a toujours fait ainsi dans des circonstances analogues, comme nous le prouverons plus loin. Mais la diplomatie voudra-t-elle agir dans ce sens de radicale action ? Cela dépend de l'opinion publique et de ses lumières.

IV

Si le bien avait la connaissance, l'énergie et l'activité du mal, il n'y aurait pas de mal sur le globe, tant le premier surpasse l'autre par sa puissance, c'est-à-dire par la tendance générale du genre humain vers un perfectionnement moral, illimité. Prétendre établir cet état de choses d'une manière absolue serait, peut-être, trop angélique et trop monotone ici-bas. Ce serait légaliser l'orgueilleux désir des jouissances paisibles, incompatible avec cette vie d'épreuves; mais si le bien avait une partie seulement des qualités du mal, celui-ci serait tout au plus occupé à brouter sourdement l'herbe de la terre, pour la dessécher, et le monde se verrait garanti au moins contre ces catastrophes inouïes auxquelles nous assistons aujourd'hui. Pour arriver à ce terme moyen, il faut que le bien acquière, selon la parole divine, sa propre connaissance en étudiant le mal. Cette connaissance excitera son activité et relèvera son énergie jusqu'aux limites permises au perfectionnement chrétien. Les trois États connaissent le bien; en possession du mal ils cherchent à tromper le premier pour l'anéantir. Les gouvernements civilisés, en général, n'étudient pas le *mal* qui travaille dans le Nord et dans l'Orient, et ils *le* confondent avec les bons éléments, dont ils pourraient se servir. Ce sont donc ceux-là que nous chercherons à leur révéler.

L'expansion générale, quoique encore indéfinie, des populations du Nord et de l'Orient vers l'état de choses qu'elles voient s'établir en Occident et au Sud, constitue une grande force morale en faveur de la civilisation. Il s'agit seulement, pour la diplomatie, de soumettre cette expansion aux formes et aux convenances qu'imposent aux gouvernements occidentaux leurs rapports avec les autorités des contrées du Nord. Ces autorités, forcées de tolérer la dévorante ardeur de leurs peuples vers une organisation semblable à celles de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique, etc., etc., agissent avec une sourde persévérance contre cette tendance, en raison de leur principe. Rien ne saurait mieux combattre l'espoir de maintenir l'ancien régime, que la reconnaissance franche et ostensible du

principe des nationalités par l'Occident, telle que l'a faite l'Angleterre avec une importante majesté par l'acte spontané et généreux de la cession des îles Ioniennes. Parti d'un cabinet aussi sobre et aussi pratique que celui de Saint-James, cet acte produira un effet moral d'une grande utilité. Il fera réfléchir les ennemis du principe sur son avènement irrésistible et les disposera à chercher leur salut là et non ailleurs. Former, au milieu d'éléments ennemis, par des actes éloquents, une opinion publique concordant avec celle de nos contrées, c'est préparer la solution radicale du problème polonais, c'est le déduire, autant que possible, par les moyens pratiques.

A côté des bandes armées, idiotisées, brutes, à côté d'une administration envahissante et sans scrupule, nous voyons en Prusse le sentiment général de la population se développer dans l'esprit national allemand. C'est ainsi seulement que ce peuple parviendra à comprendre l'importance de la reconstitution de la Pologne, et qu'il s'apercevra qu'à cette question sont attachées l'unité, la puissance, la liberté de l'Allemagne, ou sa faiblesse et sa dépendance éternelle. Cette manière de voir n'est pas nouvelle, même dans les sphères de la diplomatie prussienne. Un ancien ministre (M. d'Arnim, dit-on), dans une publication parue pendant la guerre de Crimée, impose la reconstitution de la Pologne comme le seul moyen de couvrir la patrie germanique contre l'influence russe. C'est la simple et froide raison politique qui guide la plume de l'homme d'État. La sympathie, la justice n'y entrent pour rien; car, par rapport aux territoires à restituer, il fait des restrictions plutôt prussiennes qu'allemandes, et il déclare franchement, brusquement, que cette reconstitution est un remède *amer, désagréable, mais salutaire*. D'un autre côté, c'est avec une parfaite logique et une grande justice qu'il défend les Polonais contre les accusations d'anarchie, et qu'il constate leurs efforts et leurs tendances comprimées au dix-huitième siècle par la force brutale des envahisseurs. Il finit, ce qui est le plus significatif, par reconnaître qu'il y a certaines nationalités indestructibles, et compare celle de la Pologne à celle de la *France* dans une situation analogue. Avec de pareils sentiments, l'Allemagne serait inattaquable.

Les éléments de l'Autriche, concordant avec ceux de l'Occident, sont mieux connus. Là aussi, à côté des couches de la société *idiotisées* au profit de la barbarie, à côté d'une administration avide, haineuse, pillarde, les mêmes aspirations se font jour, non-seulement chez les peuples, mais dans les hautes sphères, et parviennent à modifier le système du gouvernement.

On a cru un instant qu'il y avait en Russie un parti sincèrement patriotique et libéral, préférant une grande patrie purgée d'iniques acquisitions à cet *Empire*, aux espaces infinis, se vivifiant au souffle des aspirations nomades, noyant toutes les nationalités dans le sang et les broyant sous le knout. Mais au sein de ce parti, sur lequel on fondait tant d'espoir, il semble qu'il y ait des fractions puissantes qui préfèrent subir l'esclavage pour avoir l'orgueil de l'imposer aux autres. La dis-

cussion que ces espèces de libéraux ont entamée sur les frontières polonaises, nettement dessinées et reconnues solennellement par Catherine elle-même (1), est en partie la suite d'une fausse instruction et plus encore le résultat de ce monstrueux principe avec lequel ils semblent naître : la *jouissance des dépouilles d'autrui*.

Il est difficile que l'habitant de la Grande-Russie ne sache pas que les classes éclairées de l'Ukraine, Podolie, Wolhynie, ne le reconnaissent pas comme compatriote ; ce sentiment est partagé par le paysan le plus abruti. Il ne comprend pas sa langue, il l'appelle Moscovite et non Russe, et la religion gréco-russe ne lui a été imposée que par la force. Les publications qui ont traité ce sujet à l'étranger, rédigées par des Russes sans aucune pudeur, sont une honte pour la littérature et pour la science. Les chiffres statistiques, les faits historiques blessent toutes les notions du passé et du présent. Napoléon I^{er}, parlant de la campagne de 1812, réfléchissant sur les divers récits qu'on pourrait en faire et sur le service que les écrivains consciencieux de la Russie pourraient rendre à l'histoire, ajoute : « Malheureusement les Russes écrivent peu, et ce qu'ils écrivent est sans aucun respect pour la vérité (2). » En ce qui concerne la première partie de ce reproche, les Russes se justifient, ils écrivent beaucoup plus ; mais la faculté indiquée par la deuxième croît et atteint des hauteurs inaccessibles à aucune autre histoire, à aucune autre littérature. Tous les colonels russes, tous les officiers n'encouragent pas les massacres en Pologne. Il y en a dont la dignité blessée a été poussée jusqu'à l'héroïsme. D'autres, malheureusement, subissent tristement le rôle de spectateurs passifs. L'exemple des premiers, l'opinion publique de nos contrées, parviendront, il faut l'espérer, à rétablir leur autorité sur le soldat, afin que ces lueurs imparfaites qui commençaient à poindre en Russie ne s'éteignent pas entièrement.

V

Si la publicité constatait, par un rigoureux et prompt examen, la vérité de la situation, la diplomatie examinerait plus sérieusement les éléments hostiles et favorables qu'elle rencontre dans le Nord et en Orient. Elle se convaincrerait que, jusqu'aujourd'hui, elle a été plus ou moins trompée par la diplomatie rusée et savante des trois États. Sa

(1) Le célèbre et libéral colonel Pestel les reconnut également, lors de la conspiration de 1825.

(2) Las-Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, page 229. Barba, libraire-éditeur.

régénération, si timidement accentuée depuis 1848, trancherait par une expression décisive une nouvelle époque de sa politique.

Elle changerait sa tactique, ses manières, son attitude, son action, et se procurerait à l'appui de ses autres avantages moraux et matériels, une prépondérance morale d'une nature spéciale : elle troublerait la conscience des trois États en leur démontrant qu'elle sait tout et qu'on ne peut la tromper. Pour arriver à ce but, il est nécessaire de surveiller dans tous leurs mouvements et dans toutes leurs manifestations les alliances contractées, lorsqu'elles sont suspectes, lorsqu'elles palpitent d'arrière-pensées, il faut qu'on les pénétre avec la connaissance parfaite de leur subtilité et de leur terrain. Quant aux dangers ou, au moins, aux inconvénients graves de ces sortes d'alliances, les faits des événements modernes nous offrent des enseignements dignes d'être rappelés.

Nous ne fixerons ici l'attention du lecteur que sur celui des trois États qui inspire le plus de confiance à la diplomatie occidentale, c'est-à-dire sur l'Autriche. A chaque fois qu'elle se laissait entraîner par cette alliance, sa manière d'agir présentait une méthode assez monotone, qui tournait cependant, invariablement, à l'avantage de son principe permanent. Elle savait détourner habilement l'action de ses nouveaux alliés d'une marche juste et décisive pour couvrir ses anciens complices. Elle savait soustraire à cette action le point le plus vulnérable pour la Russie, et, chose étrange, ce point fut abandonné à sa convenance dans deux grandes guerres entreprises contre cet Empire, en 1812 et en 1854. Ce sont les provinces méridionales de la Pologne : la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine. Ces provinces constituent dans les acquisitions de la Russie, sous tous les rapports, et particulièrement comme position géographique et stratégique, la base de toutes ses opérations contre la paix de l'Europe, surtout du côté de l'Autriche et de la Turquie. Mais elles deviennent pour l'Empire de toutes les Russies lui-même, une arme indocile, un sol glissant et dangereux dans une lutte qui l'attaquerait de ce côté, et qui n'aurait d'autre but que l'affranchissement de la Pologne. Un historien polonais, en critiquant le système de campagne adopté par les généraux de l'insurrection de 1830-31, relève l'importance de ce pays.

« Ces provinces ainsi que la Lithuanie, dit-il, occupées par l'invasion des armées polonaises impatientement attendues dans ces contrées, interrompaient immédiatement toutes les communications militaires, administratives et commerciales de l'Empire dans deux sens différents : du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest. Si nous nous étions jetés au delà du Boug dès le 29 novembre, la Russie entraît forcément en lutte avec les éléments de sa puissance agressive, avec tout ce qui la rendait européenne, complète à l'intérieur et redoutable au dehors. Dans ce cas, ce n'était pas une simple guerre qui menaçait le colosse russe, c'était une douloureuse déviation des assises ordinaires, de la base inappréciable qu'il usurpa au royaume des Jagellons.... Remporter une grande victoire sous les murs de Varsovie, ne vaudra jamais autant que

de ne pas nous laisser battre complètement en Lithuanie, Podolie, Volhynie, etc., et prolonger ainsi, au jour le jour, une guerre qui déséchera, à leurs sources, les forces de notre ennemi. » (Mocknacki, *Histoire de l'Insurrection de 1830.*)

Ce sont ces considérations qui influèrent sur la décision du gouvernement de l'insurrection actuelle. Il sentait la position difficile de ces provinces au milieu d'une administration qui empêchait l'affranchissement des paysans, en les leurrant par une propagande abrutissante. Il fallait quelque temps pour l'anéantir. Mais l'exigence de la guerre était impérieuse. Le comité avec son audace habituelle, donna le signal de la levée des boucliers et les provinces remplirent leur devoir en obéissant avec un rare héroïsme.

L'importance du terrain que nous venons de signaler est parfaitement appréciée par l'Autriche. Aussi, en 1812, sous le prétexte inadmissible d'une attaque des Polonais « qui n'eussent jamais contre-carré la politique de Napoléon, » elle obtint de ce dernier de confier la garde de ces provinces au général Szwartemberg. Elle put ainsi modifier leur élan insurrectionnel, et au moyen de batailles arrangées sur le papier, faciliter la jonction de Koutouzoff avec la grande armée russe. En 1834, l'Autriche ne s'associa aux puissances occidentales que pour exclure la question polonaise, seul moyen de réduire la Russie. Elle chercha à occuper la Moldo-Valachie pour empêcher l'attaque décisive de ce côté. C'est à elle qu'on attribue la plus forte insistance pour arrêter la marche victorieuse de l'armée ottomane, après la retraite des troupes russes de Silistrie. Poursuivies, elles se seraient réfugiées jusqu'au delà du Dniéper, et une guerre de quelques mois aurait amené des résultats bien plus définitifs que celle qui a duré plus de deux ans. Quoique victorieuse, celle-ci n'était qu'un grand tour de force auquel on appliqua les immenses ressources de l'Occident. Enfin, lorsque l'entêtement de la Russie, comptant sur l'exclusion de la cause polonaise, la ramena sur le terrain des conciliabules diplomatiques, lorsque la légion anglo-polonaise se formait, c'est encore l'Autriche qui sauva la Russie, en la forçant à la paix. Les conditions offertes par les deux puissances occidentales et jetées dédaigneusement par la note officielle du comte de Nesselrode, furent acceptées avec humiliation, imposées par un ultimatum de vingt-quatre heures. Tel fut le résultat de cette alliance suspecte! Aussi le bon sens public a-t-il défini ces manœuvres diplomatiques par un diction vulgaire : « La Russie est sans souci, car la P-russe est Russe et l'Autriche triche ! »

En ce moment encore, l'Autriche vise, non-seulement à gagner du temps, en attendant la répression de l'insurrection polonaise et en y contribuant par des moyens détournés, comme le prouvent les nouvelles authentiques; mais elle cherche à soustraire à l'attention de la diplomatie le rôle important que jouent dans le système de l'Empire russe les provinces méridionales de la Pologne. C'est en débouchant de la Turquie dans ces provinces qu'on atteint le point vulnérable du colosse, et l'alliance avec la Porte-Ottomane et la Suède devient une

alliance productive. Pour neutraliser la Turquie, l'Autriche cherche à enlever cette alliance à l'action si propice de la diplomatie. Elle compte sourdement sur la rivalité de l'Angleterre et de la France, sur la jalousie que ressentirait la première en voyant se résoudre avec facilité la question polonaise, si importante pour la seconde. Mais elle oublie que ces rivalités et ces jalousies, qui s'élèvent encore quelquefois avec vivacité, cèdent aujourd'hui devant l'opinion publique. Elles cèdent même devant la raison des hommes d'État, éminents des deux côtés, qui cherchent à relever le sens de la politique générale d'une manière plus large, plus avantageuse pour tous les pays, que celle des mesquines considérations sur lesquelles bâtit le cabinet de Vienne.

C'est ici que la question polonaise se rattache à la grande question d'Orient et la résout. Lorsque Byzance n'aura plus un voisin menaçant, lorsqu'elle sera à l'abri des sourdes menées et des intrigues perfides, elle poursuivra le système de concessions pacifiques envers ses sujets chrétiens, système suggéré par les puissances occidentales, propre à leur assurer une organisation nationale progressive. L'Empire Ottoman ne représente pas cette barbarie qui met un froid calcul à développer dans les masses les instincts carnassiers dont la Russie est le type le plus expressif. — Son attitude sous Mohammed, sous Abdul-Medjid, sous Abdul-Azis, prouve qu'elle est apte à assouplir sa constitution d'après les besoins de la civilisation chrétienne ; sa puissance n'exerce pas un honteux prestige sur l'Europe. L'ancien fanatisme religieux, seul mobile de ses excès, s'affaisse malgré les frémissements qui se sont fait sentir. Il a expiré dans les dernières convulsions de la Syrie. Les héros de l'Islamisme, se formant sur le modèle d'Abd-el-Kader, prépareront cette époque sublime, où, au milieu de la tolérance et de la liberté de conscience, la charité du Koran se modèlera sur la charité chrétienne. Le schisme gréco-russe, qui procède aux conversions par les canons et le knout, qui inscrit au nombre de ses fidèles ceux auxquels il parvient à faire avaler l'hostie fourrée par la main sacrilège des papes, n'arrivera jamais à ce mot qui lui est à jamais étranger : à la charité. — La Turquie, au surplus, n'a-t-elle pas mérité de l'Église, lorsque seule, au milieu de l'abandon général du dix-huitième siècle, elle leva son épée pour défendre la Pologne, ce bouclier de la chrétienté ! Ne le ferait-elle pas encore, si la Diplomatie se mettait à travailler sur son terrain, comme elle le fait sur celui de l'Autriche ?

Si l'Autriche marchait sincèrement avec l'Occident, elle emploierait la première l'alliance de la Turquie comme le moyen le plus efficace contre la tendance de la Russie. Mais elle n'adhérera à cette mesure et ne secondera franchement l'alliance occidentale que lorsqu'elle la verra irrévocablement décidée à repousser la Russie vers ses limites naturelles. C'est alors qu'elle visera à chercher pour elle-même un autre moyen de salut. On sait à ce propos, d'une source digne de foi, que lors de la guerre de Crimée, lorsque le cabinet de Vienne hésitait entre les deux alliances, de Russie et d'Occident, on consulta à ce sujet l'ancien docteur de son tempérament, le prince Metternich, Celui-ci,

dit-on, répondit : « Avec la Russie c'est une phthisie, avec l'Occident c'est l'apoplexie. » On préféra l'effet moins expéditif et on se déclara en faveur de la *Phthisie*.

Eh bien ! nous soutenons qu'en bravant l'apoplexie, on pouvait arriver à une guérison complète par un moyen de salut très-simple. Que sont, nous le répétons, en réalité, sous leurs formes actuelles, la Russie, la Prusse, l'Autriche ? Ce ne sont pas les vrais Empires, ce ne sont pas les expressions historiques et politiques des nations : ce sont les comptoirs exploitateurs des peuples, semblables à celui de l'ancienne Compagnie anglaise, aux Indes. Avec cette différence, toutefois, que celle-ci, en pressurant dans ses possessions étendues, mais limitées, un peuple barbare par sa nature, le gratifiait, de temps en temps, de quelques bouffées de civilisation. Loin de faire baisser son sens moral, elle le relevait plutôt, tandis que les trois États, par leur administration choisie dans le rebut du genre humain, ont cherché à empoisonner le sens moral de leurs populations. Ils s'efforçaient de les abrutir par une organisation envahissante en autorisant tous les excès, et poussaient ainsi aux conquêtes à l'infini. Pour sauver l'Autriche, il suffit de sauver la seule chose qui constitue en elle un grand souvenir et une base solide d'ordre pour l'avenir. C'est sa race souveraine, vénérable et illustre par le nombre des siècles qu'elle traversa. Loin de se courber devant l'Empire russe, loin de s'éteindre dans la langueur, elle doit se relever de cette humiliation, se régénérer elle-même. Elle doit présider aux destinées des nationalités écloses. Reliant le passé au présent, elle peut chercher à diriger le mouvement allemand qui grandira de jour en jour, et vivre dans l'avenir le plus éloigné en guidant tous ces courants civilisateurs, au lieu de servir d'éclaireur aux hordes de l'Oural. Telle est la voie dans laquelle la Diplomatie doit entraîner l'Autriche, si elle veut utiliser son alliance, et non pas se laisser entraîner dans l'erreur par ses hésitations présentes. En tout cas, elle doit aboutir à l'alliance ottomane. Alors une bonne et juste tactique, digne de Henri IV, d'Élisabeth et de Richelieu, sera le prélude de sa régénération. Ce changement et cette modification sont essentiels ; car dans toute relation les fausses manières, les fausses attitudes engendrent les fausses positions.

Est-il concevable qu'en contact avec les trois États sur des sujets qui touchent, non-seulement à la question polonaise, mais aussi à des intérêts d'une actualité palpitante, la Diplomatie occidentale se mette en devoir d'atténuer les difficultés que suggère à ces trois États leur participation au démembrement de la Pologne ? Est-il possible qu'elle prenne sur elle, sauf à nuire aux affaires courantes, de purger ces États de toute faute dans le passé et de toute expiation dans le présent, et qu'elle accumule enfin, sur elle, la complicité d'un attentat qui l'a fait souffrir elle-même dans les nations civilisées qu'elle représente ? Si cette fausse position, préparée par la Diplomatie du dix-huitième siècle, devait continuer, certes l'Occident marcherait d'un pas rapide vers une honteuse déchéance. Il expierait, dans les événements d'un avenir rapproché, le

manque de sens moral par lequel il n'ose stigmatiser franchement le crime qu'il désapprouve au fond de sa conscience. Comparée à la fausse théorie internationale qui domine encore officiellement, notre assertion peut paraître trop hardie. Mais, comme à chaque grand ou petit événement, cette théorie fléchit dans son application, notre assertion acquiert, par ce seul fait, une réalité éloquente.

La considération et les égards que la Diplomatie accordait et accorde encore à l'Empire de toutes les Russies, n'ont-ils pas créé une position dangereuse? A côté des notions erronées qu'ils ont répandues sur sa nature, ses dispositions et ses tendances, ils ont engendré le prestige de sa puissance imaginaire. Cependant, combien de fois on pouvait le réduire d'une manière décisive, si l'on avait agi contre lui dans un but précis et explicite, en le refoulant là d'où il est sorti. Si l'on comptait par les chiffres de son contingent le concours qu'il donnait à ses alliés, si l'on estimait la part qu'il prenait de loin dans les guerres européennes, cet État n'aurait exercé qu'une très-modeste influence sur les événements. Acculé à sa muraille ouralienne, il préparait par des intrigues, des perfidies et des manœuvres habiles, des conflits et des troubles; il aiguïait les désirs envahisseurs de ses alliés, et ne sortait de ses remparts que pour imposer sa présence prépondérante dans toutes les affaires et saisir une proie marquée d'avance. Tel fut son rôle. Malgré les épreuves qui ont dévoilé la faiblesse organique de ce corps monstrueux, le prestige de sa puissance n'a pas encore disparu. Reconnue à crédit, elle fut consolidée par l'estime et les attentions courtoises de l'Europe, aux yeux de son propre élément barbare et aux yeux des peuples mêmes qu'il cherche à soumettre. En contemplant en ce moment l'attitude de l'Occident en face du pouvoir tzarien qui accomplit des atrocités inouïes, honte du présent, ces peuples ne croiront-ils pas qu'il règne au-dessus des autres et leur impose le silence au moment où l'on entend le mugissement funèbre de l'Oural, comme si l'Asie allait déborder sur l'Europe? Par contre-coup, cette croyance réagira sur l'Europe, démoralisée par la tolérance du crime. Après avoir créé, élevé cette puissance, après l'avoir soutenue, elle éprouvera elle-même, en frissonnant, la terreur du fantôme qu'elle a engendré. Ce phénomène étrange ne se produit-il pas déjà parmi ceux qui regardent la guerre contre la Russie comme une entreprise audacieuse et fatale? Ne voyons-nous pas déjà, en Angleterre, la Chambre des pairs trembler d'épouvante, lord Gray s'affaïsser à l'aspect du fantôme de la puissance russe et repousser la guerre comme une calamité publique? Heureusement, il y a en Angleterre une lumière qui électrise la conscience des bons et éclaire celle des terrifiés; elle trouve des hommes d'État qui la comprennent. Lord Palmerston, qui ne se croyait pas, autrefois, obligé dans la question polonaise, prononça plus tard quelques paroles dans le sens désirable. Il a dit que, « quoique tout à fait contraire à la guerre, il peut se laisser entraîner par l'opinion publique. » Nous pourrions donc dire que les premiers symptômes d'un changement de manières et d'attitude envers l'Empire de toutes les Russies s'opère insensiblement. Par cette



transformation, l'action de la Diplomatie deviendra plus efficace. Les éléments de cette action seront franchement choisis parmi les fidèles. Le terrain des arrangements et de la guerre sera cherché, trouvé et examiné avec justesse, en vue de l'intérêt principal devant lequel tous les autres fléchiront. C'est ainsi que se prépareront les chances des succès rapides et immanquables qui pourront vivement surprendre certains gens d'État, atteints de la terreur du colosse, mais qui ne seront que l'effet naturel de l'immense supériorité des ressources matérielles et morales d'un côté sur l'autre.

Puisque les hommes d'État eux-mêmes semblent attendre et accepter les décrets de l'opinion publique, c'est à elle de rassurer les terrifiés, c'est à elle de secouer le *Bien* sommeillant dans sa paresse ; pour relever son règne ébranlé, il faut qu'il saisisse la cuirasse de la justice, qu'il s'arme d'énergie et d'activité. Autrement, il ne remplirait pas ses devoirs envers le Seigneur. Il ne serait que la moitié de lui-même : il n'aurait que la simplicité de la colombe.

Lorsque l'opinion publique relèvera le Bien dans ce monde, lorsque la Diplomatie en fera sa raison d'État, alors seulement viendra le temps de la paix durable, de la prospérité progressive et de la sécurité générale, et aux deux bouts de l'Europe retentiront, en se réalisant, ces augustes paroles :

« Que les bons se rassurent, que les méchants tremblent. »



FIN.



EN VENTE A LA LIBRAIRIE DE E. DENTU, ÉDITEUR, PALAIS-ROYAL.

Napoléon III et le Clergé , par Hippolyte Castille. Grand in-8.....	1	»
Napoléon III, la Pologne et Alfred I^{er} d'Angleterre . Broch. grand in-8.....	1	»
La Nationalité Polonaise devant l'Histoire , par Paul de Saint-Vincent. Brochure grand in-8.....	3	»
Néoroma. — La Paix au Heu de la Guerre. — Aux Italiens ses ancêtres J. Philippe-Auguste Barberin....	Brochure grand in-8.....	4
Le nouveau Pape , par J.-M. Cayla. Brochure grand in-8.....	1	»
Le nouveau Royaume des Papes (solution de la question romaine), par un négociant catholique. Brochure grand in-8.....	1	»
La Nouvelle Carte d'Europe , par Edmond About. Broch. in-8.....	1	»
La Papauté et l'Adresse , par Amédée de Cesena. Brochure grand in-8.....	1	»
La Papauté selon la Foi et selon la Raison , par A. Jugand. Grand in-8.....	1	»
Le Pape à Venise. — Double Solution . Brochure in-8.....	»	50
Le Pape et ses Défenseurs , par Henri Bignon. Brochure grand in-8.....	»	50
Le Pape et la Politique , par la Comtesse Marie Montemelli. In-8.....	»	50
Le Pape et le Czar , par M. Laurentie. Brochure grand in-8.....	1	»
Pape et Pologne , par J.-M. Cayla. Brochure grand in-8.....	1	»
La parole est au Clergé . Brochure grand in-8.....	1	»
Un Catholique au Père Passaglia . Brochure grand in-8.....	1	»
Du Passé et de l'Avenir de l'Europe . Brochure grand in-8.....	1	»
Le Passé et l'Avenir du Parti Orléaniste . Brochure in-8.....	1	»
Le Peuple français à l'Empereur . Brochure in-8.....	»	50
Pétition au Sénat sur la détresse cotonnière , par A.-S. Menier. Br. in-8.....	1	»
Plus de Couvents! par J.-M. Cayla. Brochure grand in-8.....	1	»
Plus de Pape-Roi , par J.-M. Cayla. Brochure grand in-8.....	1	»
Plus de Question Romaine. — Appel au Concile National , par J.-M. Cayla. Brochure grand in-8.....	1	»
Politique et Finances en Italie à propos de l'emprunt de 700 millions et des projets de crédit foncier italien, par J. Amigues. Brochure grand in-8.....	2	»
Politique française et Question Italienne , par M. Pietri. Broch. gr. in-8.....	1	»
La Pologne devant l'Occident , par M. W. Rybinski. Brochure grand in-8.....	»	50
La Pologne et son droit , par J. Vilbort. Brochure grand in-8.....	1	»
La Pologne ne périra pas . Brochure grand in-8.....	1	»
La Pologne et l'Intervention européenne . Brochure grand in-8.....	1	»
Pourquoi la Question Romaine ne fluit pas , par A. de Richécour. In-8.....	1	»
La Question de Naples et le Parlement anglais . Brochure grand in-8.....	2	»
Question de Rome et de l'Italie. — Discours prononcé au Sénat , dans la séance du 28 février 1862, par M. le vicomte de la Guéronnière. Broch. in-8.....	1	»
La Presse . Discours prononcé au Sénat, dans la séance du 21 février 1862, par M. le marquis de La Rochejaquelein. Brochure grand in-8.....	»	50
La Prise de Puebla . Brochure in-8.....	1	»
Projet de solution de la question romaine , par l'abbé Michon.....	1	»
La Prusse en 1860 , par Edmond About. Grand in-8.....	1	»
Quelques feuilles détachées des Mémoires de la Tragédienne hongroise , par la comtesse Julie B. Apraxin. Brochure grand in-8.....	1	»
Question Italienne. — Discours prononcé par S. Exc. M. Billault , ministre sans portefeuille. (Extrait du <i>Moniteur</i>). Brochure grand in-8.....	1	»
Question mexicaine. — Enquête et Sentence judiciaire, sur la plainte de M. de Saligny , ministre de France au Mexique. Brochure grand in-8.....	1	»
Que demande la Pologne . Brochure grand in-8.....	1	»
La Reconnaissance du Sud , par A. Grandgillot. Brochure grand in-8.....	1	»
Réponse à M. Guizot . Brochure grand in-8.....	1	»
Réponse de Jacques Bonhomme , actionnaire français du canal de Suez, à la Note anglaise du grand-visir Palmerston.....	1	»
Rome et la Méditerranée , par Alexandre Bonneau. Brochure grand in-8.....	1	»
Rome et les Concessions , par M. de Larocheoucauld, duc de Doudeauville.....	1	»
Rome et les Evêques de France . Broch. gr. in-8.....	1	»
Rome et le Pape , par M. Laurentie. Brochure grand in-8.....	1	»
Rome et le Vatican . Brochure grand in-8.....	1	»
La Russie sous Alexandre II. — Lettre à la Revue des Deux-Mondes , par Alexandre Jomini. Brochure grand in-8.....	1	»
La Situation financière en 1863 , par M. Casimir Périer. Broch. grand in-8.....	1	»
Solutions possibles de la Question Polonaise , par Edouard Kurzwil. Brochure grand in-8.....	1	»
Le Soulèvement de la Pologne , par Maurice Hermann. In-8.....	1	»
Que ferons-nous à Mexico? Brochure grand in-8.....	1	»
La Souveraineté du pape et l'Unité Italienne . Brochure grand in-8.....	1	»
Théorie de l'Impôt de M. Proudhon , par Prosper Boix. Brochure gr. in-8.....	1	»
Tout Chemin mène à Rome. — Pests. Varsovie, Rome . Brochure in-8.....	1	»
Le Tocsin de la Pologne . Brochure grand in-8.....	1	»
Les Tuilleries et le Vatican . Brochure grand in-8.....	1	»
Si j'étais Pape. Solution et conclusion , par J.-M. Cayla. Broch. gr. in-8.....	1	»
Les Turcs et la Civilisation , par Alexandre Bonneau. Brochure grand in-8.....	1	»
L'Unité de l'Italie est-elle un danger pour la France? par M. le marquis de La Rochejaquelein. Brochure grand in-8.....	1	»
L'Unité Italienne , par M. le comte de Hamel, député au Corps législatif, directeur politique de l' <i>Echo de la Presse</i> . Brochure grand in-8.....	1	»
La Vérité sur les États confédérés d'Amérique , par Edwin de Leon, ex-agent diplomatique et consul-général des États-Unis pour l'Égypte et ses dépendances. Brochure grand in-8.....	1	»

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DE E. DENTU, ÉDIT

A Messieurs Pereire. — De l'Emplol du Pouvoir

JOUVENEL. Brochure grand in-8.....	1
Appel de la Pologne à l'Autriche et à la France	
Aperçu sur les Evénements de Varsovie en 1806	
BLANC, témoin oculaire. Brochure grand in-8.....	1
L'Autriche dans la Question polonaise, par Alfred	
L'Insurrection Polonoise, par M. le comte de Mont	
L'Autriche en Venetie. Grand in-8.....	1
La Banque de France. Grand in-8.....	1
Le Baron Ricasoli et la Question romaine. Broc	
Biographie du general Santa-Anna. Brochure g	
La Brochure anonyme. Brochure in-8.....	1
Le Budget de 1862, par AUGUSTE VITU. Brochure grand in-8.....	1
Le Budget de 1863. Brochure grand in-8.....	1
Canonniers a vos pieces! par ALFRED ASSOLANT. Brochure grand in 8.....	1
La Capitale de l'Italie, par FRANÇOIS POTIER. Brochure grand in-8.....	1
Le Chemin de Rome, par le comte CHARLES ALFIERI. Brochure grand in-8.....	1
Ces Coquins d'Agents de Change par EDMOND ABOUT. Brochure in-8.....	1
Le 89 du Clergé. Brochure grand in-8.....	1
Compléme et les échos de Berlin. Brochure grand in-8.....	1
Un Concordat, par PRUDENT BARRUE. Brochure grand in-8.....	1
La Conspiration clericale, par J.-M. CAYLA. Brochure grand in-8.....	1
Coup d'œil sur la Grèce, par un Philhellène.....	1
Cri de détresse d'un échappe de Brives-la-Gaillarde. Brochure in-8.....	1
Un Défenseur de Gaète. Brochure grand in-8 avec portrait.....	2
La Diplomatie et l'Opinion publique dans la Question polonoise. in-8.....	1
Le Denier de saint Pierre, par Charles HABENECK in-8.....	1
Les derniers Jours de l'Empire Ottoman, par le capitaine MAGNAN. in-8.....	1
Deux Mots sur l'Autriche et François-Joseph. Brochure in-8.....	1
Le Duc D'Aumale devant l'Armée. Brochure grand in-8.....	50
Étude sur la Révolution aux États-Unis, par le comte de SAYVE. in-8.....	1
De la Liberté et de la Révolution en Italie, par le comte de SAYVE in-8.....	1
L'Eglise et les Nationalités, par J. AMIGUES. Brochure grand in-8.....	1
Les Elections et les Partis. Brochure grand in-8.....	3
Les Elections de 1863 et la Pologne, par le docteur Amédée ANDRIED. in-8.....	1
L'Empereur et Rome, par J. DU CASTERA. Brochure in-8.....	1
L'Empereur Napoléon III et l'Italie. Grand in-8.....	1
Essai sur le passé du Régime Imperial et sur son avenir constitutionnel, par M. LUCAS DE MONTIGNY. Brochure grand in-8.....	1
État actuel du Royaume des Deux-Siciles, par PIERRE C. ULLOA, marquis de Favale et Rotondella. Brochure grand in-8.....	1
Le Fils de Giboyer, par HENRY DE VANSAY. Brochure grand in-8.....	50
La France et le Pape, réponse à M. le comte de Montalembert in-8.....	1
La France avant la Pologne, par M. le marquis de LA ROCHEJAQUELLEIN. in-8.....	1
Une Fusion légitimiste, orléaniste et républicaine, par E. d'ALTON-SHEE. Brochure grand in-8.....	1
Garibaldi et Cavour, par le comte NAPOLEON DE LAURISTON. in-8.....	1
Le grand-duc Constantin, le marquis Wielopolski et les Polonais. in-8.....	1
Les Grecs et le Roi Othon. Broch. in-8.....	1
La Guerre civile aux États-Unis. — Impuissance du Nord. — L'indépendance du Sud inévitable. Brochure grand in-8.....	1
Un Héros, par M. DE LA ROCHEFOUCAULD. Broch. gr. in-8.....	50
La Hongrie en face de l'Autriche, par J.-E. HORN. Brochure gr in-8.....	1
La Hongrie et la Crise Européenne, par J.-E. HORN. Brochure in-8.....	1
Il est temps encore. Brochure grand in-8.....	1
De l'Indépendance du Saint-Père. Du temporel et du spirituel, par M. DE LA ROCHEFOUCAULD (duc de Doudeauville). Brochure grand in-8.....	5
Les Intérêts français et européens a Santo-Domingo, par ALEXANDRE BONNEAU, Brochure grand in-8.....	1
De l'Italie a propos de la France, par le capitaine MAGNAN. Broch. gr. in-8.....	1
L'Italie d'aujourd'hui, par E. ALBERI. Br. in-8.....	1
L'Italie et la Question Romaine, par M. le chevalier BONCOMPAGNI, député au Parlement italien. Brochure grand in-8.....	1
L'Italie et les Institutions constitutionnelles. Brochure grand in-8.....	1
La Liberté du Commerce. — Les Courtiers, par ALPHONSE LAFOND. in-8.....	1
Lettre à M. Billault, par un Russe, ami de la Pologne. Brochure grand in-8.....	1
Lettre aux Journaliers a propos des atrocités commises en Pologne, par un témoin oculaire chirurgien en chef du corps d'Yordan. Brochure grand in-8.....	1
Lettre sur l'Histoire d'Italie à Mgr le duc d'Aumale, par un annexé.....	1
Lettre d'un Champenois sur le Budget de 1863. Brochure grand in-8.....	1
Lettre sur les Elections, par Théodore DURET. Brochure grand in-8.....	1
La Liberté de la Presse, ce qu'elle est en Algérie. — Lettre à M. le baron David, député au Corps Legislatif, par A. BÉRHAGEL. Brochure grand in-8.....	1
Le Livre de M. E. Renan sur la vie de Jésus, par M. LAURENTIE. Broch. in-8.....	1
Le Mexique et l'Intervention. Brochure grand in-8.....	1
La Médecine navale. — Urgence d'une réorganisation, par A. MALESPIRE. in-8.....	2
Mille ans de Guerre, par MARY LAFON. 1 beau volume grand in-18.....	2
Naples et le Plémont. Grand in-8.....	1
Napoléon III et la Liberté. Brochure grand in-8.....	1

Biblioteka WSP Kielce



0153627